Les fiches d'indexation minimale du conseil de l'Europe pour l'inventaire normalisé du patrimoine culturel mondial

Francesco Lavecchia

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/1836>

DOI : 10.4000/insitu.1836

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Francesco Lavecchia, « Les fiches d'indexation minimale du conseil de l'Europe pour l'inventaire normalisé du patrimoine culturel mondial », *In Situ* [En ligne], 3 | 2003, mis en ligne le 23 avril 2012, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/1836> ; DOI : 10.4000/insitu.1836

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les fiches d'indexation minimale du conseil de l'Europe pour l'inventaire normalisé du patrimoine culturel mondial

Francesco Lavecchia

Introduction

Figure 1

Tunisie. Sbeitla (Sufetula). Vue du Capitolium

© Photo Memar, 1998

- 1 Désormais l'inventaire du patrimoine culturel mondial a pris l'aspect définitif d'un véritable « babélisme de normes standards ». La situation est préoccupante, mais non pas

sans espoir, puisqu'une forte veine commune parcourt les informations françaises et italiennes, informations qui constituent à elles seules, selon les estimations de l'étude, la plus grande partie des fiches informatisées qui existent au monde. Heureusement, en définissant les normes de base au début des années 80, les Italiens se sont inspirés des travaux précédents des Français et ensuite ces derniers ont contribué à écrire la méthodologie du Conseil de l'Europe. Mais les recommandations du Conseil de l'Europe, qui sont correctes politiquement, peuvent-elles être aussi utilisées de manière adéquate ? Cette méthodologie a été testée en Tunisie et au Yémen par l'équipe dirigée par l'auteur et il semble qu'elle fonctionne bien. Est-il possible d'étendre dans le monde entier l'utilisation des normes de base de Strasbourg ? Oui, à condition qu'une parmi les institutions assume la charge de l'entretien et de la diffusion des « fiches d'indexation minimale ». Quelle pourrait être cette institution qualifiée dans ce domaine ? L'Inventaire français, estime l'auteur qui en est convaincu.

- 2 Une étude récente de l'UNESCO, présentée à la *Conference on Heritage Management Mapping GIS and multimedia*¹, a permis de recenser à l'échelon mondial plusieurs dizaines d'institutions s'occupant de la documentation du patrimoine culturel et de mettre en évidence le fait qu'elles utilisent toutes des méthodologies différentes. A la fin de l'exposé, une question spontanée venait à l'esprit du chercheur de l'UNESCO : **Cette diversité est-elle une ressource ou s'agit-il plutôt d'un véritable « babélisme de normes standards » qui conduit inévitablement à l'incommunicabilité ?**
- 3 Selon nous, il ne faut pas poser cette question de cette façon, en faisant entrer en ligne de compte tout le panorama mondial composé de très nombreuses institutions, dont les mérites sont reconnus, qui se sont « portées candidates elles-mêmes » pour étudier et documenter à différent titre et avec plusieurs objectifs le patrimoine mondial, mais il faudrait plutôt observer uniquement les Etats qui ont investi dans l'inventaire systématique du patrimoine culturel de leur pays. De cette manière, le panorama se restreindrait considérablement. Les plus grandes institutions qui doivent être considérées pour une analyse comparative à l'échelle européenne sont, selon nous, les suivantes² :
 France : l'Inventaire s'occupe des monuments et des objets d'art.
 Italie : l'ICCD – *Istituto Centrale per il Catalogo e la Documentazione* s'occupe d'architecture, d'archéologie, d'objets d'art et de biens démo-anthropologiques.
 Angleterre : RCHME – *Royal Commission on the Historical Monuments of England* dont le rôle est d'enregistrer et de recenser le patrimoine national des monuments historiques et archéologiques.
- 4 Naturellement, presque tous les Etats européens se chargent de documenter leur propre patrimoine : l'Allemagne avec ses *Laender*, la Suisse avec ses cantons, l'Espagne avec ses différents instituts nationaux, l'Autriche, etc.
- 5 Chaque institut national, au cours du processus de catalogage du patrimoine culturel de son pays, procède en toute autonomie scientifique et opérationnelle, en réalisant sa propre banque de données entièrement originale et, pour cette raison, différente de celle de tous les autres pays : il s'agit par conséquent d'informations recueillies et structurées de façon à pouvoir être utilisées dans le cadre national, mais qui ne peuvent pas être fondamentalement échangées avec celles d'autres instituts semblables³.

Figure 2

A. Graham , Capitulum de Sbeitla (Tunisie), Rome

© British School at Rome Library

- 6 Pour éviter cette richesse de normes qui se transforme inévitablement en confusion, il faudrait que tous les pays, ayant l'intention de commencer des travaux d'inventariage, utilisent une seule méthode et il faudrait aussi reconvertir toutes les banques de données des pays qui ont commencé depuis longtemps à produire des fiches d'inventaire.

- 7 Dès la fin des années 80, le Conseil de l'Europe a élaboré, avec l'aide de l'Inventaire, de la RCHME, de l'ICCD et d'autres institutions européennes, une méthodologie pour opérer avec les « fiches d'indexation minimale » dans le domaine de la documentation du patrimoine culturel. En partant du fait que les normes de base existent déjà et sont contenues dans les Recommandations du Conseil de l'Europe⁴, les deux points que nous voulons démontrer sont les suivants :

les fiches ICCD et Inventaire sont cohérentes tout d'abord entre elles et ensuite avec les fiches du Conseil de l'Europe et, par conséquent, une grande partie du contenu pourrait être reportée à l'intérieur d'une seule banque de données « fiches d'indexation minimale » ; la même chose pourrait être envisageable avec les banques de données d'autres pays même si cela semble un peu plus difficile.

puisque les normes de base du Conseil de l'Europe peuvent être mises en pratique sur une grande échelle, il faut donc réaliser préalablement une série d'actions coordonnées (définition d'une méthodologie opérationnelle, réalisation de logiciels communs, matériel didactique, cours de formation, etc.).

- 8 Maintenant, il semble raisonnable de prêter attention au Conseil de l'Europe, mais les différentes questions que se posent les spécialistes sont toutes de même nature :
- Quelle est la distance entre les recommandations du conseil de l'europe et une méthodologie réellement opérationnelle, permettant de produire des informations effectivement échangeables avec le reste du monde ?

Figure 3

Ruines de Sbeitla (Tunisie), Carte postale historique

© Cie Alsacienne des Arts Photomécaniques, Strasbourg

- 9 En substance, le problème est donc de choisir un seul standard scientifique qui devrait avoir comme point de départ et de référence permanent celui élaboré à Strasbourg par le Conseil de l'Europe⁵. Par conséquent, cette décision de « nature exclusivement ⁶ politique » doit nécessairement dépasser n'importe quelle évaluation technique qui finirait par ralentir le processus de normalisation. Dès que cet obstacle, plus de nature politique que scientifique, sera atteint, il faudra savoir affronter et résoudre deux autres problèmes d'organisation.

Premier problème

- 10 Nous estimons que la structure des fiches et les normes de compilation rédigées par le Conseil de l'Europe sont les fondations d'un édifice à plusieurs étages : quelqu'un doit finir l'édifice et cette oeuvre ne peut pas être confiée à chaque pays car cela pourrait altérer d'une manière irréparable les normes de base initiales.
- 11 En tout premier lieu, il faut, comme d'ailleurs l'a fait l'ICCD en Italie, réaliser un logiciel qui devra être diffusé ⁷ capable de donner une bonne cohérence à la structure de la fiche permettant ainsi l'échange d'informations. La machine pourra se mettre en marche uniquement de cette façon. Puis viendra le reste : manuels et dictionnaires en plusieurs langues, cours de formation, ouverture d'un Bureau Inventaire dans chaque pays, etc.
- 12 Les normes de base du Conseil de l'Europe ont besoin de leurs propres jambes pour pouvoir marcher et leur utilisation requiert des experts en ce qui concerne les processus de catalogage traditionnels et l'utilisation de nouvelles technologies qui devraient travailler à la mise à jour de la méthodologie scientifique et pour apporter les ajustements nécessaires à la méthodologie opérationnelle.

- 13 Par conséquent, l'assistance continue aux travaux d'inventaire normalisé a besoin d'une **coordination scientifique** ⁸ qui fonctionne bien et qui s'occupe des normes de base du Conseil de l'Europe pour être en mesure de les diffuser et de les adapter périodiquement, en mettant à jour les procédures opérationnelles en rapport avec l'innovation technologique continue. Il s'agit d'effectuer des intégrations nécessaires aux fiches du Conseil d'Europe sans bouleverser pour autant la structure d'origine.
- 14 La COORDINATION SCIENTIFIQUE devrait s'occuper de :
- définir le cadre dans lequel réaliser les relevés et les prises de vues photographiques,
 - réaliser le matériel didactique en plusieurs langues,
 - préparer les professeurs pour la formation des employés locaux,
 - fournir l'assistance sur place et à distance aux opérateurs des pays intéressés.

Figure 4

Temple du Capitole à Sbeitla

© Photo Touring Club de France, 1902

- 15 Pour rassembler toutes ces données, qui au début ont eu lieu par l'intermédiaire de technologies traditionnelles, les institutions des deux pays, l'ICCD et l'Inventaire, ont profité des progrès de l'informatique : les deux institutions ont réalisé séparément des banques de données informatiques complexes, tandis que ces dernières années elles ont intensifié leurs travaux pour obtenir une connaissance réciproque et pour créer des thésaurus multilingues en commun.
- 16 Mais venons-en au fait : ce centre pourrait-il être réalisé à Paris auprès de l'Inventaire ? Nous pensons que oui.
- 17 Depuis plusieurs années, nous croyons que la coordination doit être réalisée en France. En réalité, nous estimons qu'en ce moment la COORDINATION SCIENTIFIQUE pourrait être réalisée uniquement en France, puisque simplement, l'Italie, l'autre pays qui posséderait tout le savoir-faire et les ressources économiques pour réaliser ce projet ambitieux, n'a pas la capacité politique pour la concevoir.

- 18 En outre, la France est peut-être le pays qui a le plus contribué à l'élaboration du standard du Conseil de l'Europe et est aussi celui qui en partage le plus la méthodologie : dans un certain sens, les fiches du Conseil de l'Europe sont les « filles » de l'Inventaire. Degrés de parenté qui sont par contre difficilement reconnaissables avec la méthodologie scientifique des Anglais de la RCHME.

Second problème

- 19 Réaliser l'inventaire du patrimoine culturel signifie équiper chaque pays d'un **bureau d'inventaire**, au moyen de formation et d'équipement du personnel local. Cela signifie devoir créer dans un pays un véritable centre de formation du personnel des pays qui voudraient travailler pour l'inventaire normalisé. Il faudrait une période de formation théorique et des exercices pratiques sur le terrain dans le secteur de la récolte des informations : cette phase devrait se dérouler dans des classes équipées avec des enseignants qualifiés, du matériel didactique en plusieurs langues, hardware bien finalisé et logiciel simple à utiliser, GPS et tout le matériel photographique nécessaire. Sans lieu ainsi équipé, il est extrêmement difficile d'organiser cette formation de façon improvisée avant le début des travaux (comme nous avons dû le faire en trois endroits différents, à Carthage, à Sana'a et à Sayun). Nous savons par expérience qu'un stage à l'étranger, au contact d'autres réalités, représente déjà un atout majeur qui va bien au-delà des avantages d'« organisation »⁹. Des liens très forts entre les opérateurs de différentes nationalités se créent, avec des implications inimaginables du point de vue des objectifs de fonds qu'un projet de ce genre veut poursuivre, aussi bien scientifiques que sociaux.
- 20 Selon nous la convergence entre la COORDINATION SCIENTIFIQUE et le CENTRE DE FORMATION permettrait de rendre plus réaliste le développement de l'« organisation ».

Figure 5

Yemen, Palace of As Sultan Al Kathiri

© Photo F. Lavecchia, 2001

- 21 Donc, à la fin, il y a une seule bonne nouvelle dans tout cela : les études menées par l'Inventaire et par l'ICCD (1994-95) sur les structures des différentes fiches ont abouti à des résultats inespérés, tout en mettant en évidence un degré de parenté très fort entre les deux instituts nationaux¹⁰. Cela veut dire que le procédé d'« échange » entre les banques de données des deux institutions est parfaitement faisable : un projet commissionné par l'ICCD en 1996 sur les deux plus importantes catégories de fiches a démontré que cette parenté équivalait environ à 75 % des structures et des normes de compilation des deux instituts¹¹.

NOTES

1. UNESCO World Heritage in the Digital Age (Alexandrie, Egypte, 21-23 Octobre 2002)
2. France : Inventaire créé en 1964 par André Malraux, rattaché à la Direction du Patrimoine du ministère de la Culture depuis 1978, érigé en sous-direction en 1985 et rattaché à la direction de l'Architecture et du Patrimoine depuis sa création en 1998. Italie : ICCD - Istituto Centrale per il Catalogo e la Documentazione créé en 1975 par Giovanni Spadolini succède au Bureau Central pour l'inventaire qui depuis 1969 avait comme tâche de remettre en ordre l'activité de catalogage commencée avec des critères hétérogènes au début du siècle. Angleterre : DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT publie la liste des édifices ayant un grand intérêt ; SURVEY OF LONDON depuis 1894 rédige l'inventaire des édifices historiques à Londres (y compris ceux du XIX^{ème} siècle) pour en assurer la protection. RCHME - Royal Commission on the Historical Monuments of England dont le rôle est d'enregistrer et de recenser le patrimoine national des monuments historiques et archéologiques. Allemagne : le catalogage est confié au Bureau du Patrimoine Culturel (Denkmalamt) de chaque Land. Pour ce qui concerne le Bade-Würtemberg, le premier inventaire remonte à 1877 (Baden) et à 1899 (Wuerttemberg). Le Bureau s'occupe d'architecture, d'archéologie et d'objets d'art en réalisant tout d'abord un « inventaire rapide » (Listeninventar).
3. Le projet européen Aquarelle à la fin des années 90 a obtenu un très bon résultat, ce qui a permis de consulter les différentes banques de données en faisant abstraction des différentes structures. De cette façon, les nombreux obstacles dérivant de l'utilisation de normes de base différentes auraient été éliminés.
4. Cette norme de base, nous l'avons essayée en Tunisie (1997-1999) en recensant tout le patrimoine classé et au Yémen en recensant tout le Wadi Hadramaut (2000-2002) et il semble qu'elle fonctionne de façon satisfaisante. Recommandation n° R(95)3.
5. En réalité, il ne s'agit pas d'un problème mineur, au contraire c'est peut-être « le problème » : les fonctionnaires de chaque institution défendent parfois avec acharnement des différences risibles de chaque section de leurs fiches, nous n'osons même pas imaginer quand il s'agira de leur demander d'abandonner leurs propres « créatures » pour les remplacer par les fiches d'indexation minimale du Conseil de l'Europe...
6. En italien : *squisitamente*.
7. En Italie, les programmes de saisie des données des fiches de l'ICCD sont diffusés gratuitement sur le site La COORDINATION SCIENTIFIQUE devrait faire la même chose : en plus du logiciel, elle devrait s'occuper de la formation pour l'utilisation, de l'assistance télématique, du matériel didactique, etc.

8. Il suffirait d'une petite « équipe virtuelle » en liaison avec internet composée de 5 ou 6 spécialistes de 2 ou 3 pays ayant comme référence le siège de l'Inventaire à Paris.
9. Nous l'avons expérimenté en Italie avec, en premier lieu, 2 Tunisiens et, ensuite, avec 2 Yéménites.
10. Il s'agit vraiment de ressemblances stupéfiantes surtout en ce qui concerne les fiches des Objets Mobiliers (Inventaire) et des Oggetti Artistici (ICCD) : dans certains cas, on ne peut pas s'empêcher de penser que les Italiens, heureusement, ont bien pris en considération les résultats de leurs « cousins » français, en se limitant à améliorer l'efficacité de la structure des fiches. Les fiches d'architecture présentent des différences plus grandes.
11. Le programme de l'ICCD s'appelle **Europ-O / Europ-A** et est en mesure d'importer des tracés des fiches Objets Mobiliers et Architecture des deux instituts en un seul endroit, il les affiche et les imprime d'après un format où chaque champ a une double dénomination, en français et en italien.
-

INDEX

Keywords : architectural heritage

Mots-clés : coopération européenne, méthodologie, inventaire du patrimoine

AUTEUR

FRANCESCO LAVECCHIA

Responsable Division SIT – Memar Montebassegni SpA. f.lavecchia@memar.it